REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 04 au 10 octobre 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Pêche : projet Swiofish 2.....2
- Formation professionnelle : les pêcheurs seront outillés pour augmenter leurs revenus
- Initiative de la FPAOI : Des pêcheurs comoriens et malgaches en formation

1.2 Sécurité maritime.....5
- Une 1ere opération de surveillance maritime réussie

1.3 Coopération.....6
- EU CRIMARIO training strengthens national inter-agency coordination

1.4 Sécurité portuaire : APIOI.....8
- Les Seychelles assument la présidence de l'APIOI

1.5 Santé.....10
- Santé : dans l'océan Indien, un effort régional de recherche sur les maladies d'origine animale

1.6 Changement climatique.....11
- Changements climatiques : ce qui attend La Réunion d'ici 2100

2. Centres d'Intérêts

2.1 Economie bleue.....12
- La Réunion : L'Insee et la Région Réunion présentent une étude relative à l'économie bleue
- Le MODEC incite les jeune à s'investir dans le secteur de l'économie bleue

2.2 Environnement.....14
- Forest ecosystems: Seychelles to designate 2,000 hectares as Key Biodiversity Areas
- Feu de forêt – plusieurs aires protégées brulent
- Maurice : Des espèces sauvées de l'extinction, l'exemple de l'île sœur

2.3 Pêche..... 17
- Maurice : Des espèces sauvées de l'extinction, l'exemple de l'île sœur

1.4 Agriculture.....18
- Faciliter la transition agroécologique du territoire à La Réunion avec les systèmes de certification

1.5 Société.....19
- Avec l'inflation déjà à 9,6% : La compensation salariale 2023 suscite déjà des interrogations

Formation professionnelle : les pêcheurs seront outillés pour augmenter leurs revenus



La formation aidera à améliorer la qualité de vie des pêcheurs et contribuera à augmenter leurs prises quotidiennes

Les pêcheurs artisanaux de Maurice, des Comores et de Madagascar auront droit à dix sessions de formation théoriques au *Fisheries Training and Extension Centre* (FiTEC) de Pointeaux-Sables et à des séances pratiques en mer, basées sur une approche écologique. Les modules couvriront la manipulation et la conservation du poisson à bord, la mise en place d'équipements, la sécurité en mer, entre autres.

Cette formation a été lancée lundi au FiTEC par la Fédération de pêcheurs artisans de l'océan Indien (FPAOI), en présence du ministre de l'Économie bleue, des ressources marines, de la pêche et de la marine, Sudheer Maudhoo, et de Marc Maminiaina, chargé de mission à la Commission de l'océan Indien. Dans son discours, le ministre a souligné l'engagement ferme du gouvernement à octroyer des assistances à la communauté des pêcheurs.

«Notre objectif est de permettre aux pêcheurs de mieux gagner leur vie en améliorant leurs connaissances et leurs compétences pour opérer dans la zone en dehors du lagon, plus précisément autour des dispositifs de concentration de poissons et des bancs océaniques», a déclaré Sudheer Maudhoo.

Le ministre a également rappelé que le FiTEC a été créé en octobre 2004 grâce à une subvention du gouvernement japonais et que son rôle consiste à sensibiliser à la protection et à la conservation de l'écosystème marin et à promouvoir une approche écosystémique de la pêche. De plus, il a indiqué que son ministère fournit gratuitement les installations nécessaires pour la formation au FiTEC et met également le navire de recherche *Investigator II* à la disposition de la FPAOI pour entreprendre des travaux pratiques en mer.

Selon Patrick Fortuno, secrétaire de la FPAOI, cette démarche a pour but de former les pêcheurs dans la région de l'océan Indien. *«Le secteur de la pêche artisanale, qui fait face à plusieurs obstacles, est appelé à se développer. Les pêcheurs ont du mal à joindre les deux bouts par euxmêmes (…). La FPAOI soutient fortement l'échange d'expériences et d'excellentes méthodes de pêche entre ses membres, qui ont une carrière riche, remplie d'expériences à apporter.»*

Initiative de la FPAOI : Des pêcheurs comoriens et malgaches en formation



Durant dix jours à Maurice, ils apprendront à utiliser les Dispositifs de Concentration de Poissons (DCP) et partageront avec leurs collègues mauriciens

La Fédération des Pêcheurs Artisans de l'océan Indien (FPOAOI), qui regroupe les associations de pêcheurs de la région, tient en ce moment, un programme d'échange et de formation, à l'intention des pêcheurs des Comores et de Madagascar. Le but de cet exercice est de renforcer les capacités et l'autonomisation des pêcheurs. Ils apprendront ainsi à travailler avec les Dispositifs de Concentration de Poissons (DCP) et seront sensibilisés aux pratiques de pêche durable.

La FPAOI, qui opère sous la présidence du Seychellois Keith André, a été mise sur pied en 2015, pour regrouper les pêcheurs des pays membres de la Commission de l'océan Indien (COI). L'une de ses activités principales est l'échange interprofessionnel entre les pêcheurs de la région. La fédération encourage ainsi le partage d'expérience et de bonnes pratiques. Cela comprend des techniques de pêche, mais également la gestion des petites sociétés et la participation efficace et informée aux processus décisionnels affectant la gestion des pêches dans le Sud-Ouest de l'océan Indien.

Pour cela, la FPAOI bénéficie du soutien de la COI par le biais de son programme SmartFish et de la Banque mondiale, à travers le programme SWIOFish 2. Ce qui lui permet de financer ses différents projets, dont le programme d'échange interprofessionnel et de formation, qui a lieu, chaque année.

C'est dans ce contexte que Maurice accueille jusqu'au 12 octobre, six pêcheurs des Comores et six autres de Madagascar. Ils sont rejoints par cinq pêcheurs mauriciens. Outre la possibilité de partage d'expérience avec les pêcheurs locaux, ils seront aussi formés aux techniques de pêche. Citons celle autour des DCP, mais aussi la pêche à la ligne Yowka, lignes traîne et leurres, ainsi que l'utilisation d'appâts vivants. Avec ces techniques, les

pêcheurs seront équipés à faire face aux défis auxquels la pêche artisanale est confrontée.
Au cours de cette formation, qui se tient au Fisheries Training and Extension Centre (FITEC) à Pointe-aux-Sables, les pêcheurs seront introduits à la pêche avec DCP et apprendront à construire un DCP. Ils seront aussi exposés à la sécurité en mer et à la manipulation et conservation de poisson à bord. Chaque jour, ils feront quatre sorties en mer pour la dimension pratique du programme. Ils visiteront également des stations de débarquement afin d'observer les pêcheurs locaux et partager avec eux.
S'exprimant lors de l'ouverture de ce programme de formation, le ministre de la Pêche, Sudheer Maudhoo, a affirmé que cet exercice se révèle nécessaire à un moment où la pêche artisanale est confrontée à de nombreux défis. Son ministère, a-t-il ajouté, met le FITEC gratuitement à la disposition de la FPAOI pour cette session. Ce sera également l'occasion pour les pêcheurs de partager sur les bonnes pratiques et d'être sensibilisés à la protection et à la conservation de l'écosystème marin.
Une telle formation, a ajouté le ministre, encouragera les pêcheurs à sortir hors du lagon. L'utilisation des DCP leur permettra également d'augmenter leurs prises. Il a rappelé que des DCP ont été disposés à divers endroits autour de l'île, afin d'aider les pêcheurs dans leurs activités. Un DCP est un assemblage d'objets flottant qui attire les poissons. Ce qui permet alors aux pêcheurs de les capturer plus facilement.

Lire aussi :

- Pêche : formations par le ministère de l'Économie Bleue et des Ressources Marines (inside.news)
- https://www.wazaa.mu/news/latest-stories/p%C3%AAche-formations-de-10-jours-sur-les-dispositifs-de-concentration-de-poissons
- https://ionnews.mu/fpaoi-cours-de-formation-sur-les-dispositifs-de-concentration-de-poissons-pour-les-pecheurs/

La Gazette des Comores

SÉCURITÉ MARITIME RÉGIONALE :

Une première opération de surveillance maritime réussie

Les Centres régionaux de fusion de l'information maritime (CRFIM) et de coordination des opérations (CRCO) ont conduit, du 21 au 24 septembre 2022, une première opération conjointe avec une unité de l'EUNAVFOR Atalanta. L'objectif consiste à renforcer la sécurité maritime dans l'océan Indien occidental grâce à une collaboration durable entre les États de la région et les partenaires internationaux.



Cette première opération, baptisée opération Marlin, concrétise l'accord de coopération signé entre la mission européenne EUNAVFOR et les deux centres régionaux en décembre 2021, dans le cadre du développement de l'Architecture de sécurité maritime de l'océan Indien occidental mise en œuvre par la Commission de l'océan Indien (COI) à travers le programme régional de sécurité maritime (MASE) sur financement de l'Union européenne.

L'opération Marlin était axée sur la lutte contre le trafic de drogue et la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INN). Elle s'est déroulée à la limite de la zone économique exclusive des Seychelles. Pour cette opération, des moyens régionaux et européens ont été mutualisés. En effet, l'opération a vu le déploiement de plusieurs moyens aéronavals à savoir la frégate espagnole ESPS NUMANCIA, équipée d'un hélicoptère et d'un drone, le patrouilleur PS ETOILE des Seychelles Coast Guards et l'avion de patrouille maritime le DORNIER 228 des Seychelles Air Forces.

L'opération conjointe a permis de détecter et de surveiller plus de 20 navires sur une zone couverte d'environ 150 000 km² grâce aux informations fournies par les moyens aériens. Elle demeure une étape importante dans la structuration et le renforcement de cette coopération technique et opérationnelle en vue d'atteindre un niveau optimal d'interopérabilité.

Elle a également permis aux sept Etats signataires des accords MASE (Comores, Djibouti, France (Réunion), Kenya, Madagascar, Maurice et Seychelles) de bénéficier de l'expérience professionnelle de la Force navale européenne et de partager les bonnes pratiques à travers leurs officiers de liaison basés dans les deux centres régionaux.

Cette nouvelle opération a permis de montrer les nouveaux défis inhérents aux opérations maritimes. Outre l'action de surveillance et de contrôle, ce type d'opération est un moyen de tester, d'améliorer et de renforcer les capacités techniques et humaines de l'architecture régionale de sécurité maritime pour, à terme, mieux répondre aux défis sécuritaires dans les espaces maritimes de la région de l'océan Indien occidental en collaboration avec les partenaires externes.

Andjouza Abouheir

EU CRIMARIO training strengthens national inter-agency coordination



Mr Chiric and Minister Fonseca signing the temporary trial agreement

Personnel from a number of law enforcement and response agencies who recently completed a training course on the use of multi-language information sharing platform, IORIS, developed by the European Union's CRIMARIO, were on Monday presented with their certificates.

The IORIS system links specified regional centres with States, and was designed to promote the operationalisation of information-sharing in the Indian Ocean region, including the Seychelles, which hosts the Regional Centre for Operational Coordination (RCOC) that coordinates operations in the Indian Ocean Commission's sphere of influence, while also making use of IORIS for its national needs.

Although initially configured to offer standardised communications, the platform which boasts very low running costs, interoperability and a standardised approach to information exchange also enables users to also coordinate maritime operations. As such, the training targeted government institutions with common purposes, namely, health, immigration, ports authorities, in addition to law enforcement and emergency and rescue agencies.

Maritime Security Expert for EU CRIMARIO, Ronny Matatiken, noted that the training, which was held in two groups, aimed at strengthening inter-agency collaboration and coordination, in preparation for potential future situations and operations requiring effective response, and that all parties are united and concurrent in their response approach.

"With the new developments in the world, we need to continually train and adapt with the developments and situations. This has helped the agencies to identify the gaps which exist, and how to better knit their agencies with

others, and see that an operation can be tackled with a common interest," he said.

"The platform allows them to communicate, to interact, and to share information regarding specific operations. And they can share information whether in visual, video or audio format, in a securised manner, and through an encrypted system to which no one else has access. Therefore, it facilitates a procedure in the event that there is an operation or the sharing of information," Mr Matatiken stated.

The platform is accessible to different organisations including the police, Defence Forces, the Seychelles Maritime Safety Authority (SMSA), and the Seychelles Civil Aviation Authority (SCAA), among others. It is expected to be further integrated in national operations planning and coordination.

Minister for Internal Affairs, Errol Fonseca, who presented the certificates to the training participants also signed a temporary four-month trial agreement on behalf of the Seychelles government. IORIS instructor Alexander Chiric signed on behalf of the EU CRIMARIO.

"It serves to reflect the intent and commitment of both parties in our quest to bring more law and order within our maritime domain. This instrument allows us to launch the programme, which allows integrated management of operations, which could be security, search and rescue, any maritime operations. This allows inter-agency networking, making us more flexible, helping us with our assets so we streamline the use of assets and bring more effectiveness in our use of assets" Minister Fonseka stated.

The agreement is also expected to help Seychelles in its quest to strengthen cooperation with regional partners, especially those located in the South Western Indian Ocean, and the Indo-Pacific region.

The EU-funded CRIMARIO project focuses on empowering partners in the Indo-Pacific to take on, and become more proficient in addressing maritime security challenges.

"We are privileged and honoured to deepen our cooperation with Seychelles, and in supporting Seychelles in this effort towards creating a very solid framework for inter-agency cooperation. We are here to provide tools, and also mentorship and everything that we have at our disposal to support you in this quest" Mr Chiric stated.

Seychelles will in December be hosting a multi-country meeting and training, grouping together all Indian Ocean partners.

Les Seychelles assument la présidence de l'APIOI

• L'association met l'accent sur la sécurité maritime et le coût élevé du transport maritime

Les Seychelles assument, depuis la semaine dernière, la présidence de l'*Association des Ports des îles de l'Océan Indien (APIOI) après avoir été élus lors de la r*éunion générale annuelle qui s'est tenue à la Seychelles Ports Authority.
Créée en mai 2007 à Tamatave, Madagascar, l'APIOI a comme but de créer une dynamique de coopération entre les ports de la région, afin de mieux défendre leurs intérêts communs et étudier ensemble les défis et les opportunités qui leur sont confrontés.
Les pays membres sont les Seychelles, Maurice, Madagascar, Comores, Mayotte et La Réunion et les ports représentés étaient le Port de Victoria, Port Louis Harbour, Port d'Ehoala, Port de Toamasina, Port de Boigoma, Port de Moroni, Port de Mutsamudu, Port de Longoni et le Grand Port Maritime de la Réunion.
Les projets de l'APIOI se concentrent sur les activités liées à la pêche, loisirs, le développement durable, la formation et la sécurité, ainsi que l'industrie des croisières.Dans son discours,le président de l'autorité portuaire des Seychelles, M. Gilbert Frichot a dit que l'APIOI a enregistré plusieurssuccèsdepuis sacréation ; à savoirla collection des fonds pour entreprendre des études, formation et la mise en œuvre de stratégies dans diverses activités maritimes, la promotion du développement durable et la sécurité maritime , y compris le Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires – ISPS (International Ship and Port Facility Security Code)L'association a également mis l'accent sur l'environnement suite à son l'initiative de 'Green Ports' financée par la Banque Africaine de Développement.Il a ajouté que l'APIOI élargisse ses fonctions et désormais s'engage au-delà des îles de l'océan Indien et s'associe aux États du sud-ouest de l'Océan Indien (SWIO), à la 'Port Management Association of East and Southern Africa (PMAESA)' et à la Commission de l'Océan Indien (COI) avec pour objectif d'améliorer la connectivité entre les pays du sud-ouest de l'Océan Indien« C'est un sujet cher à tous les membres, car il traite de la connectivité maritime ; le partage d'informations et la mise en place de systèmes de Guichets Uniques Nationaux et Régionaux. Ce dernier intéresse davantage les Seychelles, car il envisage de lancer le projet de rénovation et d'extension de Port Victoria, attendu depuis longtemps », a dit M Frichot.

Pour les prochains deux ans, les travaux de l'APIOI seront dirigés par le directeur général de l'autorité portuaire des Seychelles, M. Sony Payet, suite aux élections tenues le vendredi dernier.

M. Payet, qui a pris ses fonctions il y a déjà trois mois, a félicité l'ancien comité pour leur dévouement et succès, et d'avoir faire avancer la cause maritime des îles de l'océan indien et a appelé aux membres d'œuvrer pour que ça continue.

« De plus en plus, de nouveaux défis émergent dans notre région, notamment l'insécurité maritime, comme la contrebande et le trafic de drogue, la traite des personnes, le trafic d'armes, la pêche illégale, pour n'en citer que quelques-uns. Ensemble, nous devons renforcer notre détermination afin de détecter, contenir et éliminer ces maux maritimes qui peuvent donner une mauvaise réputation à notre région », a souligné M. Payet

Il a néanmoins dit que la région a enregistré des succès avec le soutien de certaines agences régionales et internationales, telles que les garde-côtes des Seychelles, d'autres garde-côtes de la région, les forces navales d'autres pays, l'EU NavFor, la Maritime Nationale Française, qui aident à « apporter un meilleur sentiment de sécurité maritime dans notre région ».

Il a appelé aux membres de maintenir un dialogue avec tous leurs partenaires pour que la région reste une zone de paix, et d'adresser les principaux secteurs qui définissent le bien-être économique de la région.

« Nous devons continuer à promouvoir notre région comme une zone paisible, pleine de potentiel et de possibilités d'affaires. Nous devons revoir la responsabilité initiale de chaque membre en ce qui concerne la promotion des navires de croisière, la pêche semi-industrielle, la pêche industrielle, la promotion des super yachts et la redistribution et le transport régionaux des cargaisons », a dit M Payet.

Le directeur général de l'autorité portuaire des Seychelles a également parlé du coût élevé du transport maritime dans la région, et a dit que ceci doit être discuté avec les opérateurs, car ils continuent de mettre à l'épreuve les économies des îles.

« Nous devons rester attentifs pour que nos îles puissent continuer à se permettre d'importer nos produits de première nécessité, nourriture et autres besoins. Nous devons continuer à parler de ces défis et de ces préoccupations et les porter à l'attention de nos partenaires et du reste du monde », a-t-il dit.

La réunion de l'APIOI s'est tenue pendant deux jours aux locaux de la Seychelles Ports Authority à Victoria.

Santé : dans l'océan Indien, un effort régional de recherche sur les maladies d'origine animale

Depuis bientôt quinze ans, le collectif One Health, qui réunit des structures de santé de huit pays de la sous-région, a fait des zoonoses sa priorité.



Bien avant le Covid-19, il y avait eu le chikungunya. Transmis par les moustiques, ce virus venu d'Afrique de l'Est avait d'abord gagné les Comores avant de frapper La Réunion, en 2005 et 2006, infectant 30 % de la population de l'île et faisant plus de 200 victimes. C'est en partie après cette crise qu'est née l'idée de créer un réseau de recherche sur les maladies animales transmises à l'homme dans la zone de l'océan Indien.
Le projet a été initialement porté par les Français du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), dont fait partie Thierry Baldet, entomologiste et l'un des responsables de ce qui est depuis devenu le dispositif régional One Health. « L'idée de départ était de monter un réseau de surveillance sur ces maladies dans le contexte très particulier de l'océan Indien, explique le médecin. C'est une zone très hétérogène, avec des pays comme Maurice qui comptent parmi les plus avancés d'Afrique et d'autres qui le sont beaucoup moins. Sur le plan sanitaire, la particularité de la région réside dans sa forte connexion avec l'est du continent : il y a beaucoup d'échanges, y compris dans le domaine des pathogènes, et ce qui existe au Kenya ou en Tanzanie finit par arriver

Menaces sans frontières

Ainsi est donc né un premier projet, baptisé Animal Risk-OI, visant à pister les désormais fameuses zoonoses, ces maladies animales qui se transmettent à l'homme. Dès le départ, l'idée était d'inciter les États de l'océan Indien à s'emparer, à terme, du dispositif et à le faire vivre collectivement. Ce qui a été fait avec la mise en place de plusieurs programmes sous l'égide de la Commission de l'océan Indien (COI), en particulier One Healh, qui réunit des institutions de santé – essentiellement publiques – de Madagascar, des Seychelles, des Comores, de Maurice, de Mayotte et de la Réunion. **Suite de l'article**

Changements climatiques : ce qui attend La Réunion d'ici 2100

RÉCHAUFFEMENT DE LA PLANÈTE. Des températures plus chaudes, des périodes de sécheresse plus intenses, des cyclones plus dévastateurs. Voilà, schématiquement, quels vont être les effets du changement climatique à La Réunion d'ici 2100 à travers des scénarios plus ou moins marqués en gravité. Ces projections sont le fruit de quatre années de recherches menées dans le cadre du projet Brio, dirigé par Météo France et sous l'égide de la Commission de l'océan Indien (COI). Des travaux qui rappellent l'urgence d'agir pour éviter le pire.

Peu d'échos sont parvenus de Victoria, la capitale des Seychelles, ce vendredi 23 septembre, lors du South West Indian Ocean Climate Outlook Forum (Swiocof). Pourtant, ce qu'ont présenté des scientifiques de La Réunion et des pays voisins nous concerne au plus haut point. Il touche à notre quotidien. Aux bouleversements attendus de nos modes de vie et de notre environnement d'ici la fin du siècle. Il était question de l'impact de la crise climatique et du réchauffement global de la planète, et plus particulièrement sur les îles des Mascareignes.

Après quatre ans de travaux, les scientifiques du projet Brio (Building Resilience in the Indian Ocean) ont livré leurs résultats. Animé par Météo France, ce programme a été financé par l'Agence française de développement (AFD) et coordonné par la Commission de l'océan Indien (COI). Le premier objectif a été de produire, en partant des rapports du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), des simulations climatiques à haute résolution pour apporter le diagnostic le plus fin possible sur les changements climatiques dans la région. Et, à partir de là, mesurer les impacts sur le bassin de la zone sud de l'océan Indien : La Réunion, Maurice, Madagascar, les Seychelles, Mayotte et les Comores.

L'ambition de Brio a été également de former des experts dans les pays de la zone pour la production et l'exploitation des jeux de données nécessaires, précise Emmanuel Cloppet, directeur interrégional de Météo France pour l'océan Indien. Afin que les États voisins aient la

Suite de l'article

La Réunion : L'Insee et la Région Réunion présentent une étude relative à l'économie bleue



Réunis en conférence de presse ce vendredi 7 octobre 2022, l'Insee Océan Indien et la Région Réunion ont présenté une étude portant sur l'économie bleue, au cœur des stratégies maritimes de l'Union européenne, de la France et de la Commission de l'océan Indien.

À La Réunion, elle est un enjeu stratégique, puisque l'île bénéficie d'une zone économique exclusive (ZEE) de 330 000 km². Aussi, l'ensemble des captures de pêche effectuées dans les Terres australes et antarctiques françaises sont débarquées à La Réunion : l'île profite donc également de la ZEE des îles australes qui s'étend sur 1,6 million de km², une superficie proche de celle de la mer Méditerranée. L'économie bleue est donc un véritable levier de développement pour le territoire, en témoigne des activités en hausse et de fortes valeurs ajoutées.
En 2018, à La Réunion, l'économie bleue emploie 10 000 personnes, soit 3,4 % de l'emploi total, et génère une valeur ajoutée évaluée à 485 millions d'euros sur l'île, soit 2,6 % du produit intérieur brut. À noter qu'à La Réunion, le tourisme littoral est prépondérant, puisqu'il regroupe 69 % des emplois de l'économie bleue, contre 58 % dans les régions ; **Suite de l'article**

Lire aussi :

- https://www.zinfos974.com/Economie-bleue-a-La-Reunion-Des-activites-en-hausse-et-a-forte-valeur-ajoutee_a187914.html
- https://www.temoignages.re/economie/economie-bleue-a-la-reunion-10000-emplois-et-485-millions-d-euros-de-valeur-ajoutee,105439
- https://imazpress.com/a-la-une/economie-bleue-a-la-reunion-activites-en-hausse-et-emplois-en-nombre

La Gazette des Comores

ECONOMIE

Le MODEC incite les jeunes à s'investir dans les secteurs de l'économie bleue

Un séminaire de réflexion pour explorer des opportunités spécifiques liées à l'économie bleue et capitaliser des nouvelles entreprises chez les femmes s'est tenu ce mardi à l'agence nationale pour la promotion des investissements (ANPI). Elle est organisée par le Modec dans le but d'inciter les jeunes à s'investir d'avantage dans les secteurs liés à l'économie bleue. Le secteur de la pêche, le tourisme côtier et la gestion de déchets étaient mis en avant.



Le Modec sur le tarrain à Mohéli.

Dans le cadre du projet de développement de l'économie bleue aux Comores, un séminaire de réflexion en vue d'explorer des nouvelles opportunités économiques et capitaliser sur des nouvelles entreprises s'est tenu la semaine dernière à l'ANPI antenne de Mohéli. Il a regroupé la mairie de la commune de Mwalimdjini, la direction régionale de la pêche, l'Agence nationale de la promotion des investissements (ANPI), le Parc national de Mohéli ainsi que les entreprises privées qui exercent des activités liées à l'économie bleue.

L'ordre du jour portait sur une réflexion et des propositions afin d'explorer des opportunités spécifiques pour les femmes entrepreneurs. Financé par le MODEC (Mouvement des entreprises comoriennes) dans le but de contribuer à réduire la pauvreté ainsi que le chômage dans le pays à travers l'économie bleue, tout en renforçant les enjeux de l'environnement.

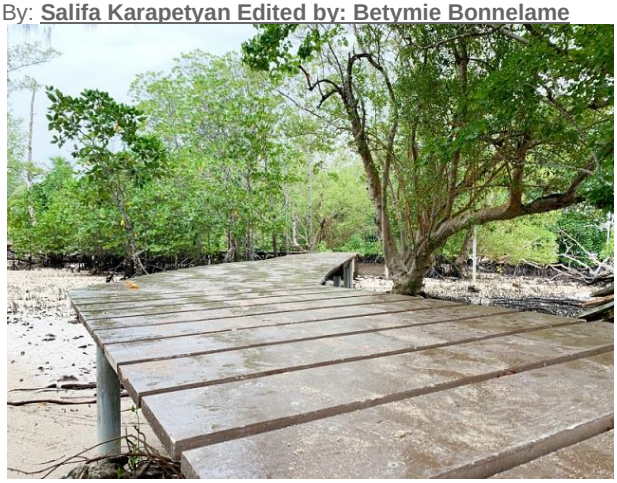
« L'économie bleue c'est l'eau et tout ce qui l'entoure. Elle englobe la dimension sociale et environnementale. Il existe plusieurs opportunités de travail qu'on pourrait évidemment créer car ce concert a été senti partout comme une opportunité énorme pour la création d'emplois » souligne la consultante.

Ce qui est évident à ce jour, le concept d'économie bleue aux Comores ne semble pas encore franchir le terme de slogan. Pour preuve, les plages qui sont des lieux attractifs sont malheureusement transformées en déchèteries. Les îles Comores sont entourées par la mer pourtant les activités de pêche restent moins avancées. La pêche reste toujours artisanale et non industrielle or, paradoxalement, le besoin en produits halieutiques reste toujours élevé dans le pays.

Riwad

Forest ecosystems: Seychelles to designate 2,000 hectares as Key Biodiversity Areas

By: Salifa Karapetyan Edited by: Betymie Bonnelame



Curieuse island is one among the six areas to be designated as Key Biodiversity Areas (KBAs)

In a bid to designate over 2,000 hectares of the upland forest ecosystem in six areas on Mahe, Praslin and Curieuse Island as Key Biodiversity Areas (KBAs), Seychelles' environment department is set to start a series of consultations and public meetings.

According to the International Union for Conservation of Nature (IUCN), KBAs are an international standard of identification of an area of global value for conservation that helps governments and organisations to monitor and conserve KBAs in order to protect these critical sites of nature.

The exercise is being implemented under the Ridge to Reef (R2R) Project. The project in turn is being undertaken under the partnership of the Global Environment Fund (GEF) and the United Nations Development Programme (UNDP) coordinated by the government of Seychelles.

The cabinet of ministers approved the consultations late last month after being briefed on the results of a study carried out in Montagne Planneau, Collines du Sud, Fond Azore, Anse Kerlan, and Curieuse Island.

The director of the biodiversity conservation and management at the environment department, Ashley Dias, told SNA that Seychelles is well known globally to be a living laboratory with some unique species found nowhere else.

"Government recognises the biological and ecological importance of its biodiversity and to date, it has designated 47.13 percent of its land territory as protected. Scientific studies have shown that certain areas outside protected areas are also biologically rich and these sites provide essential ecosystem system services such as water for the people," she said.

Suite de l'article

FEU DE FORÊT – Plusieurs aires protégées brûlent

10 octobre 2022 Commenter Miangaly Ralitera 93 Vues 2 minute(s) pour lire

Ces derniers temps, les feux ont réduit en cendres des milliers d'hectares de forêt. Au moins six aires protégées ont été touchées par les feux, depuis le mois de septembre, selon Madagascar National Park (MNP). Le parc national de Zombitse-Vohibasia, le parc national d'Ankarafantsika, celui de la baie de Baly, celui de Kirindy Mitea, la réserve naturelle de Tsaratanàna, la réserve spéciale Andranomena ont été touchés par les feux, ces derniers temps.

Le parc national de la baie de Baly fût le plus touché avec plus de 8 000 hectares de forêts parties en fumée. Hier, les feux continuaient à ravager certaines de ces aires protégées, notamment, la réserve naturelle de Tsaratanàna et le parc national de Zombitse-Vohibasia. La réserve naturelle de Tsaratanàna brûle depuis la fin du mois de septembre. Des villageois, des forces de l'ordre et des agents forestiers sont encore en pleine lutte pour éteindre les feux. Leur tâche n'est pas facile, avec l'insuffisance des moyens. Les incendies de forêt sont, souvent, de la responsabilité humaine. Des paysans mettent le feu pour renouveler le pâturage, ou pour cultiver sur brûlis. Les feux ne sont pas souvent maîtrisés et se propagent rapidement. Surtout que la végétation s'enflamme facilement, en cette période sèche. MNP parle, également, de feu criminel. «Malgré les pare-feux installés près des parcs, les feux arrivent encore à toucher la forêt», regrette une source auprès du MNP.

Maurice : Des espèces sauvées de l'extinction, l'exemple de l'île sœur



perruche verte des Mascareignes programme de réintroduction de l'espèce à La Réunion mené par la Séor société d'études ornithologiques de La Réunion photo Séor

Le travail de conservation réalisé à Maurice a permis de sauver le pigeon des mares et la perruche verte qui étaient au bord de l'extinction. Il a été mis à l'honneur par une ONG internationale.

Le tableau a beau être sombre au niveau planétaire, l'espoir est de mise à Maurice. Dans son dernier rapport sur le statut des populations d'oiseaux dans le monde publié récemment, l'ONG internationale BirdLife révèle la moitié des espèces est en déclin et qu'une espèce sur huit est menacée d'extinction.

L'ONG évoque le travail de conservation réalisé à Maurice qui a permis de sauver le pigeon des mares et la perruche verte qui étaient quasiment au bord de l'extinction. « *Maurice est cité en exemple car nous détenons le record en ce qu'il s'agit du sauvetage des espèces qui étaient vouées à l'extinction en 50 ans. Des mesures ont été prises à temps, des fois à la toute dernière minute* », explique Vikash Tatayah de la Mauritian Wildlife Foundation (MWF). **Suite de l'article**

Ban on targeting white-teat: Seychelles' sea cucumber fishing season opens on October 15

By: **Salifa Karapetyan Edited by: Betymie Bonnelame**



Dried sea cucumbers are mostly exported to Asian markets. (Oleg, Flickr) Photo Licence: CC BY 2.0

The Seychelles Fishing Authority (SFA) is banning the fishing of one sea cucumber species while introducing and opening another species for the 2022-2023 sea cucumber fishing season.

The new season starts on October 15 and ends on June 14, 2023, however, SFA said that for the coming three years, there will be a complete closure on the fishing of the white-teat fish.

In a recent fishery-independent assessment, carried out jointly by SFA and operators in the sea cucumber industry, it was observed that the stock of the species has gone down significantly when compared to data collected in 2004.

In a press conference on Thursday, the head of the department for monitoring, control, and surveillance at the authority, Johnny Louys, shared that after three years a review of the species stock will be carried out.

A total quota of 56,250 pieces was allocated to this species during previous open sea cucumber fishing seasons.

Louys also outlined that another species of sea cucumber - the golden sandfish - will be introduced to this season's list of such sea animals that can be exploited.

"Each vessel will get a quota of 4,000 pieces when it comes to the exploitation of golden sandfish. We will do a review to see the performance of this species' harvest in mid-session to see how to adjust the quota," said Louys.

He added that since the authority started collecting data on sea cucumber, only 1,000 pieces of this species have been fished. Sea cucumber fishery in Seychelles began in the early 1980s. **Suite de l'article**

Faciliter la transition agroécologique du territoire à La Réunion avec les systèmes de certification

Le 22 et 23 aout 2022, des ateliers menés dans le cadre du projet Territoires Durables ont eu lieu sur l'agrocampus de Ligne Paradis au Cirad à Saint Pierre. Ces ateliers visaient à comprendre et développer les systèmes de certification dans les dispositifs coopératifs. Plus précisément, ils ont permis d'acquérir des connaissances sur les systèmes participatifs de garantie, des systèmes de certification participative qui visent à garantir aux consommateurs le respect des pratiques de production durables reconnues, ils sont orientés localement et basés sur une évaluation par les pairs. Ces ateliers ont rassemblé 24 partenaires et producteurs impliqués localement dans la certification des produits réunionnais et un participant mauricien, responsable du département « conformité et service aux producteurs » du syndicat mauricien du sucre.

Encourager les pratiques agricoles vertueuses pour l'environnement

la Réunion, de nombreux producteurs s'organisent et mettent en place de nouvelles pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement. Cela suppose de les rendre visibles auprès des consommateurs, de rémunérer les producteurs pour leurs efforts et leurs nouvelles pratiques, ou encore de contribuer à l'émergence de systèmes d'échanges marchands attractifs pour favoriser la consommation de produits agroécologiques dans les territoires d'Outre-mer. Plusieurs instruments sont aujourd'hui disponibles dont la certification, les labels ou encore des marques collectives et les marques de garantie. L'ensemble de ces démarches font souvent appel à un mécanisme de certification qui apporte des informations concernant certains critères de production et valorise certains attributs de qualité.
Cet atelier sous la direction pédagogique de Sylvaine Lemeilleur, chercheuse au Cirad, a permis d'aborder plusieurs points autour de la qualité afin d'identifier les outils mis en œuvres dans les systèmes participatifs de certification, les avantages et inconvénients afin d'acquérir des connaissances et compétences sur les problématiques autour de la qualité et de la certification des productions biologiques. **Suite de l'article**

Avec l'inflation déjà à 9,6% : La compensation salariale 2023 suscite déjà des interrogations



Les capitaines de l'industrie, en particulier les Top Guns de Business Mauritius, s'interrogent déjà sur le montant de la compensation salariale pour l'année prochaine, surtout avec la pression inflationniste qui se maintenant.

Les dernières données de Statistics Mauritius, publiées vendredi dernier, confirment des taux de 9,6% et de 11,9%, dépendant de la formule prônée. Jusqu'ici, la perte du pouvoir d'achat des ménages est plus qu'évidente.

La question de la prochaine compensation salariale a été effleurée lors des délibérations de lundi dernier au sein du public/private sector meeting. Le secteur privé et le gouvernement ne se cachent pas pour faire état de leurs préoccupations face aux demandes syndicales en gestation avec des premières indications que les prochaines négociations tripartites s'annonceront des plus ardues.

Pour preuve, dans les milieux autorisés, l'on prend à témoin ce round de négociations salariales menées par le Joint Negotiating Panel au sein de l'industrie sucrière. La moyenne de révision salariale arrêtée dans le cadre de ces collective agreements est supérieure à 15% et des risques d'effets boule de neige dans d'autres secteurs économiques. **Suite de l'article**